

TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 9 | MERCREDI 19 OCTOBRE 2022

Sommaire

Édito – Mibé – Elles ont dit	2
Opinions	8
Les députés en action	10
Point fort	12
JLRV	13
Petit fil rouge des 10 ans...	14
Dans le monde	15
Frivolités essentielles	16

VERS UNE AGRICULTURE INNOVANTE Le DÉFI DU MONDE Paysan...



MESSAGE DU PRÉSIDENT

Couleurs automnales

Page 3



POLITIQUE FÉDÉRALE

Progérer la population

Pages 4-5



POLITIQUE CANTONALE

**Le numérique à l'école :
appréhender la réalité du monde**

Page 9



**Budget 2023 : des attentes
pas totalement satisfaisantes**

Page 11



Et dire qu'aujourd'hui la question de pénurie alimentaire de produits de base se pose aussi dans les pays occidentaux. Qui l'eût cru ? Le monde agricole doit ainsi s'adapter au plus vite pour nourrir en suffisance la population. Une autre façon de produire. L'agriculture devient ainsi un enjeu stratégique majeur. Analyse et commentaire...

Pages 6-7

NOUVELLE AGRICULTURE

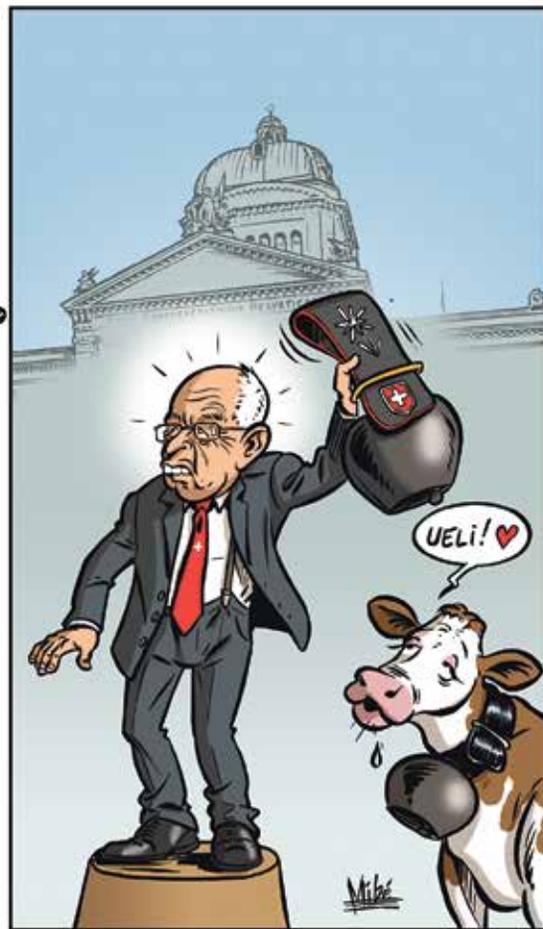
par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

La technologie agricole est en train de faire un bond gigantesque. Il s'agit de s'adapter au changement climatique, surtout aux sécheresses, plus longues et plus fréquentes comme les inondations qui elles aussi font des ravages et détruisent une partie de récoltes. Comment s'en protéger? Le paysan cherche à amener l'eau dans ses champs, en petite quantité, pour ne pas la gaspiller car les petites récoltes font toujours monter les prix. Alors on se met à économiser l'eau, à mieux la stocker surtout en alpage, à cultiver dans des serres en production hors-sol avec un minimum de terre et sur plusieurs étages. Le cultivateur est aujourd'hui de plus en plus chimiste. Beaucoup ont fait des écoles d'ingénieurs. Pas de miracles. L'agriculture se doit d'être innovatrice. Les semences comme l'engrais, qui viennent principalement d'Ukraine et de Russie, pourraient durant cette guerre horrible ne pas nous parvenir en quantité suffisante. On parle de pénurie alimentaire, un peu partout sur le globe, de matières premières, comme les céréales, les huiles et même le riz. Et d'un coup, on se rend compte que la nourriture ne tombe pas du ciel.

Les règles et contraintes administratives qui tombent sur la tête de nos paysans risquent aussi de leur mettre la tête sous l'eau. Le métier est dur, exigeant. Sans adaptation, pas de survie. L'agriculture suisse, malgré les 8 milliards investis, n'a pas la reconnaissance qu'elle mérite. La population majoritairement urbaine ne connaît de fait pas grand-chose à la réalité paysanne.

On se met à parler de souveraineté alimentaire. Est-elle suffisante dans notre pays? On parle aujourd'hui de 60%. C'est dans la norme. Mais qu'en sera-t-il demain si tous les pays connaissent les mêmes pénuries? La sécurité alimentaire est ainsi un enjeu de plus en plus capital. Un enjeu stratégique. Peut-être faudra-t-il faire quelques concessions et/ou se nourrir différemment?

CES PERSONNALITÉS SUISSES QUI ANNONCENT LEUR DÉPART, ÉMOTIONS CONTRASTÉES...



ELLES ONT DIT



JACQUELINE DE QUATRO

« Depuis la guerre en Ukraine, nous avons oublié la menace terroriste. Pourtant elle est toujours là. Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) considère qu'elle reste élevée, en Europe comme en Suisse. »



LAURENCE CRETEGNY

« Actuellement, chaque exploitation suisse doit avoir, au minimum, le 7% de sa surface en « surface pour la promotion de la biodiversité ». Pourcentage qui va augmenter dès 2023 de 3%. »

COULEURS AUTOMNALES

par Marc-Olivier Buffat,
président PLR Vaud, député

Les Vaudoises et Vaudois se souviennent certainement de ce dicton: «Comptoir en septembre, Noël en décembre». Las, le Comptoir n'existe plus, cet espace de convivialité et de connexion au monde de l'économie et de la ruralité a été remplacé par un autre rituel, celui de l'augmentation des primes d'assurance maladie au mois de novembre.

Comme chaque année, chacun y va de son commentaire, de sa solution plus ou moins bonne selon l'échiquier politique auquel il appartient. Mais rien ne change.

Osons deux questions provocatrices et qui se complètent, mais qui permettraient d'avoir une vision différente de la problématique.

La première consiste à se poser objectivement la question de savoir s'il est encore pertinent et justifié d'avoir deux zones et deux systèmes tarifaires dans le canton de Vaud, avec des différences de primes de l'ordre de 15%? À l'heure où les dépenses budgétaires pour la santé et le social ascendent à quelque 44% du budget, que le CHUV émarge à lui seul à 2,5 milliards environ de ce budget, une facture sociale qui ne cesse de gonfler et se répercute d'une manière ou d'une autre sur les Communes, ne doit-on pas assumer plus de transparence dans la mutualité entre assurées et assurés Vaudois? Sans parler du fait que ce sont désormais plus de 800 millions qui sont attribués aux subsides et à LEAM et près de 40% de la population qui bénéficieront de subsides en 2023 compte tenu de la hausse des primes annoncée (contre 28% en 2017). Le fait que la gauche n'en parle jamais doit nous inciter à une réflexion approfondie.

La deuxième question concerne les différences de primes entre cantons avec des différences pouvant aller jusqu'à



40% sur les moyennes des différents modèles d'assurance de base (20% entre Vaud et certains cantons voisins comme le Valais par exemple). Ne doit-on pas là aussi viser une uniformisation tarifaire?

Si l'on critique à tort ou à raison les réserves des caisses maladie, celles-ci sont en effet calculées à l'échelon national pour être réparties ensuite par cantons selon des clés de répartition souvent obscures. À l'heure où tout assuré peut se faire opérer dans n'importe quel hôpital ou clinique de Suisse et où l'assurance obligatoire de soins (AOS) comporte les mêmes conditions de façon uniforme en Suisse, est-il encore justifié de cantonaliser les primes?

Monsieur de La Palice aurait sans doute affirmé qu'une assurance mutuelle globale sur plus de 8 millions de Suisses a pour effet immédiat de diluer considérablement les risques et donc de baisser les primes. Il est évident que de nombreux freins politiques existent à cette proposition pourtant simple. Par exemple la résistance des petits cantons à faible population. Précisons au passage qu'il n'est nulle question, ni nul besoin d'étatiser les caisses maladie qui pourraient continuer à faire

exactement le même travail avec des mandats de prestations fournis pour et par les différents cantons ou groupes de cantons.

Les couleurs automnales riment pour notre parti avec Fédérales. Notre parti présentera trois listes, dont une liste jeunes et une liste défendant les valeurs d'une écologie libérale, de l'action et non de l'interdiction.

La répartition du nombre de sièges devra correspondre à la proportionnalité électorale et se décidera en collaboration avec les différents arrondissements de notre parti. Quant au Conseil des États, il n'y a pas lieu de subir la pression des médias, des autres partis ou encore des potentiels candidats et candidats eux-mêmes. À une année de cette importante échéance électorale, il est surtout urgent de garder la tête froide et de demeurer serein. Le parti sera en ordre de bataille au début 2023 comme ce fut le cas il y a 4 ans.

«If you can dream it, you can do it.» Notre ambition est de porter haut et fort les couleurs de l'Alliance vaudoise avec une liste unique de deux candidats dès le premier tour. Bien organisés et solidaires, il n'est pas déraisonnable de penser que cette alliance peut également apporter une révolution dans la

représentativité du canton de Vaud et pourquoi pas deux sièges bourgeois l'automne prochain?

Encore une fois, il s'agira de faire preuve de cohésion, d'unité, de détermination et de combativité.

Les dix ans du PLR Vaud fêtés prochainement le 10 novembre 2022 à Vevey est une excellente occasion de faire partager nos idées, de motiver les troupes et de créer un élan pour les Fédérales. Je me réjouis de vous y retrouver nombreuses et nombreux.

800 millions sont attribués aux subsides et à LEAM et près de 40% de la population bénéficieront de subsides en 2023.

Les couleurs automnales riment pour notre parti avec Fédérales.

publicité



HOTEL BELLERIVE
★ ★ ★

**Idéal pour tous vos séjours
et ceux de vos connaissances**

Vue imprenable – Parking assuré
Fitness, Sauna, Hammam

BAR PUB « LE 99 »

Av. de Cour 99, 1007 Lausanne
Tél. +41 21 614 90 00
www.hotelbellerive.ch
info@hotelbellerive.ch

LES CRISES S'ACCUMULENT... LES TEMPS SONT DURS

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Toutes les politiques nationales sont aujourd'hui teintées de crises, à tous les niveaux, mises en exergue par la guerre en Ukraine qui met le doigt là où cela fait mal. Le temps de l'insouciance est bien passé, celui de l'abondance aussi. Chaque pays a ainsi son système politique, son niveau de développement, sa gestion budgétaire, son degré d'innovation et d'entrepreneuriat, ses valeurs et sa volonté et/ou sa capacité de sortir la tête de l'eau.

En Suisse, notre légendaire prudence financière laisse à nos dirigeants un peu plus de marge de manœuvre pour mener le pays à bon port et agir dans de bien meilleures conditions. Que de crises existentielles depuis quinze ans : la crise financière de 2008, la crise des dettes souveraines, la crise grecque, la crise sanitaire, la crise climatique, celle de la faim et de la pénurie d'énergie, la flambée des prix, les risques de guerre mondialisée. On parle même de récession à l'échelle mondiale. On ne peut pas dire que le monde va bien... Dans notre pays, avec une dette à 25% du PIB avant le Covid, aujourd'hui à environ 40%, pas de quoi se faire trop de frayeurs... On a de quoi voir venir... Mais il y a quelques « inquiets » dans notre pays. Ueli Maurer est de ceux-là. Quelles réticences à mettre sur la table les milliards dont nos citoyens, commerçants et industriels avaient impérativement besoin pour tenir le coup... Il veut aujourd'hui revenir à la situation ante des 25%, en dix ans... Et bien cela va être difficile, une crise chassant l'autre, celle de l'énergie fera quelques ravages financiers et nos entreprises et les citoyens auront certainement à nouveau besoin d'un sérieux coup de main.



La société dans sa globalité est touchée par cette ribambelle de crises successives, du simple citoyen au secteur industriel aujourd'hui et demain extrêmement pénalisé par la pénurie de gaz, et de pétrole. Certains parlent même d'une possible désindustrialisation de l'Occident faute d'énergie suffisante pour produire tous les biens dont nous avons besoin. Pour sauvegarder la cohésion sociale et le tissu économique, il faudra des actions publiques mises en œuvre avec respect et dignité. Avec responsabilité et efficacité.

Les hausses répétitives des primes maladie sont aujourd'hui plus que jamais un réel problème. Il s'agira de

trouver des solutions réellement novatrices, quitte peut-être à remettre à plat notre système de santé car il n'est pas acceptable que près d'un tiers de la population doive bénéficier de subsides pour tenir le coup.

L'interdépendance des économies à l'échelon planétaire oblige à des discussions communes pour trouver des solutions globales aux mêmes difficultés et défis à combattre. La Suisse, qui n'est pas membre de l'Union européenne ni de l'OTAN, n'a pas d'autres solutions que de discuter avec ses partenaires privilégiés, sur le gaz et l'électricité en premier lieu, car nous ne sommes et de loin pas à même d'assurer nos besoins tout seul. Sans parler

de la politique de sécurité du pays et de l'approvisionnement alimentaire. L'heure est à la solidarité.

Ignazio Cassis joue depuis quelques mois un rôle essentiel pour l'image et l'action de notre pays. La Suisse, ce « petit hérisson utile et inoffensif, bien aimé dans le monde », pourrait ainsi jouer un rôle important aujourd'hui, au Conseil de sécurité de l'ONU, qui vient de lui ouvrir les portes pour deux ans. Beau défi mais qu'il est grand...

PROTÉGER LA POPULATION CONTRE LA LIBÉRATION PRÉMATURÉE DE TERRORISTES

par Jacqueline de Quattro,
conseillère nationale PLR Vaud

Malgré l'opposition du Conseil fédéral, le Conseil national m'a suivi: il a tiré les enseignements de l'acte terroriste commis à Morges, il y a deux ans, entraînant la mort d'un jeune homme. Désormais, la menace terroriste que représente une personne radicalisée doit être mieux évaluée avant sa libération, afin de prévenir la récurrence. Des exigences accrues seront ancrées dans la loi. La Chambre du peuple a adopté en septembre la motion que j'ai déposée dans ce but.

Depuis la guerre en Ukraine, nous avons oublié la menace terroriste. Pourtant elle est toujours là. Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) considère qu'elle reste élevée, en Europe comme en Suisse. Mais le risque est devenu plus diffus et provient avant tout d'individus radicalisés qui commettent des actes de violence à l'aide de modes opératoires simples, comme des attaques au couteau ou à la voiture bélier.

L'actualité donne raison au SRC. Pas plus tard qu'en septembre dernier, sur mandat du Ministère public de la Confédération (MPC), l'Office fédéral de la police en collaboration avec la police genevoise et vaudoise, a effectué quatre perquisitions dans les deux cantons respectifs et a arrêté deux personnes. Elles sont soupçonnées de participation ou de soutien à l'organisation terroriste interdite «*État islamique*».

Au début de l'été, ce sont quatre individus suspectés de terrorisme qui ont été interpellés entre notre pays et l'Allemagne. Quelques jours plus tard, deux



Suisses ont été appréhendés dans le Bade-Wurtemberg, alors qu'ils préparaient une attaque d'une grande ville suisse.

Nous devons donc plus que jamais rester vigilants. Surtout qu'il y a toujours des personnes qui passent entre les mailles du filet, à l'image du drame de Morges. L'agresseur du jeune homme qui a été poignardé à mort dans un restaurant pour motivations terroristes, était sorti de prison deux mois auparavant sur la base d'une expertise psychiatrique favorable. Le SRC et le MPC l'avaient pourtant identifié comme «*dangereux pour la sécurité publique*». Mais c'est l'avis du psychiatre qui a prévalu, estimant que des mesures ambulatoires suffisaient. On a vu le résultat.

Selon le Code pénal actuel, la dangerosité d'une personne à libérer de la détention provisoire n'est pas examinée de manière indépendante, ni dans chaque cas. Il en va de même pour le congé d'une mesure thérapeutique.

La libération conditionnelle d'exécution de peine n'est subordonnée qu'à l'obtention d'un simple rapport de la direction de la prison. C'est insuffisant. Ma motion visait à remédier à une des failles qui persistent: elle exige qu'une deuxième expertise psychiatrique indépendante soit ordonnée, comme c'est le cas lors de la libération (conditionnelle) de l'internement à vie de délinquants sexuels et violents. Les évaluations des autorités de poursuite (police, ministère public, service de renseignement) doivent également être prises en compte.

Le Conseil national partage mon analyse et a donc accepté ma motion. Il appartient maintenant au Conseil fédéral de la concrétiser. Une belle victoire qui permet de réduire les erreurs d'appréciation. Car les drames de Morges et de Lugano ne doivent pas se reproduire. C'est notre devoir de protéger la population.

Chaque franc compte...

Faites un don avec TWINT !



Scannez le code QR avec l'app TWINT



Confirmez le montant et le don



NOURRIR LA POPULATION, La MISSION PREMIÈRE DU PAYSAN

par Fabienne Guignard,
rédactrice en chef

Il fut un temps où l'agriculture, la production de céréales, fruits, légumes et élevage de bovins, poules et autres animaux ne défrayaient pas la chronique. Tout se retrouvait en profusion dans nos magasins de proximité et grandes surfaces. Tout allait bien. Chacun remplissant frigo et congélateur au gré des envies et des besoins familiaux.

Puis, le consommateur s'est intéressé aux produits qu'il ingurgitait. Leur teneur en sucre, en sel, en agents conservateurs, en qualité nutritive, du bio, du local, des produits de saison ou hors-saison. Il y en avait pour toutes les bourses. La viande se retrouvait ainsi quasi quotidiennement sur les tables familiales. Un progrès. Voilà la viande démocratisée comme l'avion... Puis, au fil du temps, la viande s'est vue dénigrée par des activistes de toute sorte, pour défendre la cause animale, le climat et la santé.

Dans le même temps des produits importés, moins chers, remplaçaient peu à peu les produits suisses. On en vint ensuite à se préoccuper de la manière dont la production agricole était produite : les pesticides, les engrais, l'élevage intensif, l'utilisation des sols, la gestion de l'eau, bref tout un arsenal d'analyses pour décortiquer



l'agriculture sous toutes les coutures. Le paysan devenant ainsi l'homme à abattre car il pollue les sols, les eaux et le ciel de ses produits malsains, oubliant qu'on lui avait constitutionnellement donné mission de produire de l'alimentation en nombre pour nourrir la population helvétique en augmentation. Le voilà à subir des contraintes toujours plus importantes d'autant plus que les besoins et priorités ont changé. L'agriculture n'a pas d'autres solutions que de s'adapter au nouveau monde, par des nouvelles technologies de production, une autre manière de travailler les sols, de nouvelles sources d'alimentation des animaux et une meilleure gestion du territoire notamment.

Lors de votations populaires sur l'agriculture, le peuple suisse a toujours bien défendu ses agriculteurs heureusement mais voilà que la guerre en Ukraine nous apprend que les semences de céréales et surtout les engrais utilisés par tous les paysans du monde viennent quasi exclusivement de Russie et d'Ukraine. Sans graines à semer, sans engrais, pas de récoltes et là d'un coup, on réalise que la nourriture ne tombe pas du ciel. La chaîne d'approvisionnement risque d'être interrompue, faute de matières premières. Les marchés s'affolent, les prix augmentent comme pour le gaz et l'électricité et l'inflation s'envole. Mais le risque de pénurie est réel.

La sécurité alimentaire déjà mise à mal par des sécheresses répétitives se voit davantage mise en danger, y compris dans nos contrées. Le fait de produire davantage de céréales pour nourrir les animaux que les hommes fait réfléchir. La protéine animale, sous toutes ses formes, œufs, produits laitiers, est vitale dans beaucoup de pays pour qui nourrir les bêtes est vraiment une priorité. Question de survie...

L'agriculture est aujourd'hui à un tournant, faisant face à toute une série de défis simultanés auxquels il faudra bien trouver des solutions. Le premier, dans le contexte géopolitique actuel, reste celui d'être en mesure de nourrir la population, avec ou sans engrais, peut-être sous une forme différente, favoriser d'autres types de cultures, plus résilientes, plus productives, exploiter toutes les terres fertiles à disposition. L'agriculture, le monde agricole ne doit plus être l'enfant battu de l'économie. On en a besoin comme de la prunelle de nos yeux. Il en va du bien-être de nos concitoyens. En déplaise à ses détracteurs, l'agriculture est un des enjeux majeurs de ces prochaines années. Soutenons-là, soutenons l'esprit d'entreprise des agriculteurs, favorisons la recherche dans ce domaine. Le monde aura toujours faim. Le défi est sans limite...

publicité

Machines-Services – Bernard Thonney

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales.

Route du Jorat 8
1073 Mollie-Margot
021 781 23 33
079 310 56 66
b.thonney@bluewin.ch
www.machineservices.com

L'ÉVOLUTION DES « ENTREPRISES » AGRICOLES

par Laurence Creteigny,
députée

Il n'y a qu'après les guerres, malheureusement, que l'agriculture a droit à ses lettres de noblesse... et je n'en souhaite pas une prochaine même si elle est déjà à notre porte...

Après chaque guerre, il a été demandé aux paysans de produire de la nourriture en suffisance. Les habitants de notre pays avaient faim ! Les métiers de la terre ont alors cultivé les moindres surfaces afin de nourrir les siens ! Aidé pour cela de la recherche et de l'innovation agricole : fabrication des fertilisants pour compenser le manque de fumure, nouvelles variétés de plantes qui produisent plus, etc. Cinquante ans après, en 1990, l'agriculture consciente de ses responsabilités prend un virage et pas des moindres ! Afin de respecter ses terres la tendance va progressivement à produire différemment. Cependant, il faut trouver des solutions afin de rester concurrentiel. Dès lors, la politique agricole esquisse des solutions du type paiements directs, instruments semblant les plus aptes à répondre aux problèmes qui se posent.

Mais qu'est-ce exactement les paiements directs ?

C'est une compensation au travail supplémentaire et à la baisse de rendement sur les exploitations, par exemple (liste non exhaustive) :

- les contributions au paysage cultivé ;
- la contribution à la qualité du paysage ;
- la contribution pour la culture extensive de céréales, de tournesols, de pois protéagineux, de féveroles, de lupins et de colza ;
- la contribution pour la production de lait et de viande basée sur les herbages ;



- la contribution au bien-être des animaux ;
- la contribution pour des techniques d'épandage diminuant les émissions ;
- la contribution pour des techniques culturales préservant le sol, etc.

Actuellement, chaque exploitation suisse doit avoir, au minimum, le 7 % de sa surface en « *surface pour la promotion de la biodiversité* » (SPB). Pourcentage qui va augmenter dès 2023 de 3 %.

Arrive PA 2014-2017... Traduction : la nouvelle politique agricole !

Encore de nouvelles directives venant de la Berne fédérale. À quelle sauce les agriculteurs et agricultrices vont-ils encore être mangés ?

Une étude de la Haute École spécialisée bernoise s'est penchée sur trois exploitations romandes, dont la nôtre, pour analyser la gestion et la survie de ces exploitations.

Leurs conclusions : pour que notre exploitation reste viable avec la nouvelle PA 2014-2017 il faut continuer à développer le secteur agritouristique ! Cependant, ce qui nous était prôné de développer il y a encore 5 ans et toujours mis en avant devient un handicap à ce jour. La loi sur l'aménagement du territoire empêchant, trop souvent, les

agriculteurs de développer une activité, en transformant leurs bâtiments sis en zone agricole.

Le défi pour ceux et celles qui défendent l'agritourisme est d'arriver à faire reconnaître les activités agritouristiques faisant partie intégrante de l'agriculture. Si plusieurs activités sont déjà reconnues, à force de palabres, avec nos diverses autorités, il reste du chemin à faire !

Encore de nouvelles directives venant de la Berne fédérale. À quelle sauce les agriculteurs et agricultrices vont-ils encore être mangés ?

Il n'y a pas que dans l'agritourisme qu'il reste encore du travail pour faire connaître nos métiers de la terre.

Nous le voyons avec les diverses initiatives qui ont touché le monde agricole ces dernières années.

Il est clair que le monde agricole doit apprendre à communiquer. C'est une nouvelle direction à prendre qui ne nous

était pas connue jusqu'à peu : communiquer tout en espérant être entendu et compris.

Informé que s'il y a un manque de beurre cela provient aussi des contingents imposés. Dès lors, à défaut de pouvoir produire plus de lait, la Suisse devrait revaloriser la filière du beurre, en rendant son prix plus abordable.

Informé qu'en fonction de la météo, il n'est pas possible d'avoir du fourrage 100 % suisse pour nos animaux. Car, tout comme pour l'être humain, nous ne pouvons produire le 100 % avec les directives qui nous sont imposées.

Informé que nous produisons moins que le 50 % pour nourrir les gens de notre pays, citoyens et citoyennes qui augmentent chaque année tout comme la nourriture qui doit être importée afin de compléter les étales de nos magasins. Oui, notre souveraineté alimentaire n'est pas pour demain. Une souveraineté alimentaire, ne veut pas dire produire le 100 % de notre alimentation, mais au minimum le 60 %.

La responsabilité des paysans est de produire des aliments pour nourrir les habitantes et habitants de son pays !

Nos exploitations doivent vivre avec leur temps et s'adapter mais elles ne doivent pas devenir un musée.



OPÉRATION DE RECRUTEMENT : ENSEMBLE, ASSURONS LA RELÈVE DE NOTRE PARTI

par Christopher Ulmer,
secrétaire général PLR Vaud

À l'occasion des 10 ans du PLR Vaud, nous lançons une opération de recrutement spéciale «10 ans, 10 francs». Du 1^{er} octobre au 30 novembre 2022, les personnes intéressées peuvent devenir membre du PLR au prix spécial de CHF 10.– pour une année.

À l'heure où la population est de moins en moins encline à devenir membre d'associations et de partis politiques, nous nous devons de renforcer et d'élargir notre base afin de pouvoir aborder les prochaines échéances électorales en position de force. Chaque nouveau membre apporte des forces vives, assure la pérennité de notre parti et garantit une

partie du financement de nos arrondissements et sections.

Pour mener à bien ce projet important pour l'avenir du PLR Vaud, nous avons besoin de votre engagement! Parlez-en à votre entourage et encouragez-les à soutenir les valeurs de liberté, de cohésion et de responsabilité en adhérant à notre parti.

Pour profiter de ce prix spécial, il suffit pour les personnes intéressées de se rendre sur notre site internet. Nous vous saurions également gré de partager nos publications sur les réseaux sociaux en lien avec cette opération. Grâce à vous, nous recruterons peut-être un futur conseiller d'État ou une future conseillère fédérale...

Nous vous remercions d'avance pour votre participation qui sera décisive dans le succès de cette opération de recrutement. L'avenir de notre parti et nos futurs succès électoraux se construisent maintenant. On compte sur vous!

LAUSANNE, INACCESSIBLE PAR TOUS LES MOYENS, L'OBJECTIF DE LA GAUCHE LAUSANNOISE

par Mathilde Maillard,
présidente du PLR Lausanne,
conseillère communale

Le chantier de la gare CFF – suspendu pour une durée indéterminée –, la fermeture du Grand-Pont, le chantier du tram à l'ouest, les Plaines-du-Loup au nord; non, tout cela ne suffisait pas à restreindre l'accès au centre-ville de Lausanne. Il faut faire la guerre aux automobilistes et pour la gauche lausannoise tous les moyens sont bons à prendre.

Et quoi de mieux pour asseoir sa politique anti-bagnole que le Plan directeur communal? C'est ainsi que la majorité de gauche au Conseil communal entend ajouter dans le Plan directeur communal une mesure visant à généraliser le



30 km/h sur l'ensemble du territoire lausannois. Elle justifie la nécessité de cette mesure par des motifs sécuritaires, environnementaux et de santé publique. Selon elle, la majorité des automobiles à Lausanne constitue du trafic de transit. Nul besoin de garantir que la capitale vaudoise soit accessible aux voitures, donc. Or Lausanne n'est pas une île sauvage réservée à ceux qui y habitent. En tant

que capitale, elle doit être accessible ne serait-ce déjà que parce qu'une bonne partie des prestations de l'administration cantonale auxquels les citoyens vaudois doivent accéder se situe sur son territoire. En tant que ville centre, elle doit être attractive pour ses habitants, ses visiteurs, ses commerces. Or à ce jour, Lausanne figure parmi les grandes communes suisses avec le taux d'emploi le plus faible par

habitant. En termes de nombre d'entreprises établies sur son territoire, elle se situe loin derrière les villes suisses allemandes, Lugano et Genève. Malgré ce constat, la gauche prétend encore qu'il faut à terme éradiquer les voitures en ville.

En matière de mobilité, le PLR Lausanne considère trois facteurs comme essentiels: un hypercentre piéton, dynamique et convivial, des quartiers résidentiels dans lesquels la vitesse serait limitée à 30 km/h, des voies d'accès au centre-ville sur lesquelles la vitesse est maintenue à 50 km/h. Ce que la majorité de gauche ne semble pas comprendre, c'est que tout l'art de la politique urbaine consiste à trouver le juste équilibre entre les habitants de la Ville et l'intérêt de celle-ci à se développer économiquement et à maintenir son accessibilité. Nous nous battons au Conseil communal pour faire entendre cette voix!

Le numérique à L'école : APPRÉHENDER LA RÉALITÉ DU MONDE

par Frédéric Borloz,
conseiller d'État

Y a-t-il encore un secteur de notre vie qui échappe au numérique? Poser la question, c'est y répondre. Et face à cette numérisation croissante du monde, l'école ne peut pas rester spectatrice. Au contraire, sa mission est d'accompagner ces évolutions et de permettre aux enfants de les appréhender, de les apprivoiser.

L'histoire de l'éducation numérique dans notre canton doit beaucoup à Catherine Labouchère qui, s'inquiétant du retard pris dans ce domaine, dépose un postulat en 2017. Elle souhaite alors que la formation des jeunes Vaudoises et Vaudois soit adaptée aux exigences d'un monde, notamment du travail, très sensible à la maîtrise des instruments modernes.

Le Conseil d'État de l'époque entend le message. Il fait de cette question un chantier prioritaire dans son programme de législature 2017-2022 et inaugure, en 2018, sa stratégie pour l'école vaudoise. Deux crédits sont votés en 2019. L'opération est lancée, avec l'appui de l'EPFL, de la HEP Vaud et de l'UNIL. Une phase de pilotage débute alors dans douze établissements de l'école obligatoire et permet de déterminer les futurs besoins d'équipement et de formation du corps enseignant. En parallèle, les premiers moyens d'enseignement sont produits. Dans la foulée, les cantons romands s'y mettent; depuis, ils en ont aussi fait une priorité inscrite dans le Plan d'études romand.

À la fin de cette année scolaire, un tiers des élèves vaudois de l'obligatoire seront concernés par l'éducation numérique. Et la deuxième étape du déploiement sera prochainement présentée au Grand Conseil.



On entend parfois que les jeunes passeraient trop de temps devant leurs écrans et que l'école n'a pas à les encourager dans cette voie. Mais peut-on accepter que l'école se dissocie de ce qui se joue dans la société? Ne nous trompons pas de combat. Le numérique fait partie de la vie des jeunes d'aujourd'hui. Ils sont même nés avec. Il s'agit pour l'école de les former à l'utiliser au mieux.

D'ailleurs, il n'est pas question d'avoir un élève devant un écran toute la journée! On parle ici d'équiper les classes d'une tablette pour 4 ou 5 élèves, qui souvent travaillent en groupe. Concrètement, ce qui est enseigné dans les classes, c'est la maîtrise des applications et logiciels, c'est savoir rechercher une information pertinente en ligne, être conscient du fonctionnement des réseaux sociaux. C'est aussi acquérir des compétences qui permettent de ne pas tomber dans le panneau d'une fake news ou d'une photo truquée. C'est encore éviter les mécanismes d'addiction ou se protéger des aspirateurs à données

personnelles. Des compétences aujourd'hui indispensables.

À l'heure où l'on nous annonce qu'il manquera en 2030 près de 40 000 informaticiens en Suisse, certains appellent au gel de l'éducation numérique dans notre canton. C'est tout simplement impensable. Ne rien faire dans ce domaine, c'est se laisser balloter par des technologies qui continueront à progresser. C'est aggraver un manque de main-d'œuvre dans des secteurs sensibles. Apprendre à les apprivoiser, à travailler avec elles, mais aussi sans elles, c'est l'assurance de pouvoir les utiliser pour le bien de nos jeunes, de la société et de l'économie.

À l'heure où l'on nous annonce qu'il manquera en 2030 près de 40 000 informaticiens en Suisse, certains appellent au gel de l'éducation numérique. C'est tout simplement impensable.

publicité



MAITRISE FEDERALE 

Guy Gaudard s.a.

ELECTRICITE • TELECOM

Av. de Chailly 36 • 1012 Lausanne
021 711 12 13 • info@gaudard.ch

RÉFLEXIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN CHARGE DES PATIENTS VAUDOIS

En situation d'engorgement, il est difficile pour le CHUV d'accueillir les patients dans les meilleures conditions voire de les accueillir tout court puisque de nombreuses interventions non-urgentes sont très souvent reportées. Depuis le 21 juin, l'hôpital cantonal est en état de crise et le dispositif cantonal de désengorgement est actif à son niveau le plus critique avec toutes les mesures extraordinaires que cela sous-entend.



Florence Gross

La députée **Florence Gross** s'interroge donc sur les limites du CHUV pour assurer son rôle en tant qu'hôpital cantonal universitaire (qui comprend des missions de recherches et de formation) mais aussi en tant qu'hôpital pour la ville de Lausanne. À ce titre, on est en droit de se demander si les besoins de la population lausannoise sont couverts ou si elle n'aurait pas besoin d'un hôpital de ville. En effet, il existe plusieurs acteurs de la santé à Lausanne et environs reconnus d'intérêts publics qui jouent par ailleurs un rôle de soutien lorsque les capacités maximales du CHUV sont atteintes. La députée souhaite donc qu'un rapport détaillé soit rédigé sur le dispositif cantonal de désengorgement et son utilisation pendant et hors COVID, et qu'une réflexion soit menée pour que les établissements de santé de Lausanne et périphérie puissent être pris en considération en tant qu'hôpital de ville.



Marion Wahlen

Compte tenu de ces flux de patients très conséquents, le Conseil d'État a appelé les citoyens vaudois le 30 août dernier à contacter en premier lieu leurs médecins de famille ou la centrale des médecins de garde avant de se rendre aux urgences. Or, il existe une réelle pénurie des médecins de proximité, et il est de plus en plus difficile d'en trouver un de disponible en journée, et encore moins la nuit. En outre, la communication entre les ambulanciers et les hôpitaux n'est pas optimale pour identifier l'établissement auquel amener le patient en urgence. Enfin, la non-communication des dossiers de patients d'un établissement à l'autre entraîne des problèmes de coordination. Compte tenu de ces nombreuses difficultés relatives aux urgences médicales dans le Canton, la députée **Marion Wahlen** a interpellé le Conseil d'État quant aux mesures qu'il entend mettre en œuvre en matière d'amélioration des tris des cas, de coordination et de communication entre les acteurs, puis d'information au public. [CdA](#)

AGENDA

Save the date!

PLR VAUD

- Souper de soutien des 10 ans du PLR Vaud
- Jeudi 10 novembre
- Vevey, salle del Castillo

Un seul slogan :

abonnez-vous à **TRIBUNE...**



CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



BUDGET 2023 : Des attentes Pas totalement satisfaisantes

par Florence Gross,
députée, présidente
de la Commission des finances

Le premier budget de la nouvelle législature a été présenté à la mi-septembre par le Conseil d'État. Pour la troisième année consécutive, ce projet de budget présente un déficit, de 226 millions soit à 6.1 millions du petit équilibre.

Ce budget reste très fragile. Il repose entre autres sur des revenus hypothétiques soit les bénéfices de la BNS pour un montant de 187.5 millions. Or, la récente hausse des taux ainsi que la chute des marchés boursiers annoncent plutôt une perte de plus de 140 milliards pour la BNS. La redistribution des bénéfices aux cantons est donc fortement compromise. D'autres cantons tels que Zoug ont préféré ne pas compter sur ceux-ci.

Si nous pouvons saluer les mesures fiscales, dont l'effort s'élève à 73 millions, nous pouvons regretter que les baisses directes d'impôt souhaitées, ne figurent pas dans le budget. La motion Jobin/Gross sur la baisse de 5 points d'impôts ainsi qu'une autre motion que j'ai rédigée sur l'allègement de l'imposition sur la fortune sont pourtant sur la table du Conseil d'État depuis quelques mois. Ces baisses directes auraient permis également de contenter les communes, alors que les baisses proposées leur font subir un effet de plus de 30 millions.

Les contribuables vaudois pourront toutefois bénéficier d'augmentation de la déduction de leur prime d'assurance maladie, grâce à l'initiative des JLRV; une mesure bienvenue en période de hausse des primes. L'application de l'interpellation Berthoud permettra une diminution de l'imposition sur l'estimation du mobilier à 30 % de la valeur ECA. L'augmentation des charges globales



est de 3.7% et est liée principalement à l'indexation, à l'augmentation d'EPT et à l'augmentation des subsides à l'assurance maladie dont le montant global risque rapidement d'atteindre le milliard de francs. Le PLR, tant au Parlement qu'au Gouvernement, se doit à l'avenir de prendre des mesures afin de limiter les charges.

L'indexation de 2.8%, soit plus de 70 millions, pour le personnel de l'État et des entités subventionnées, risque de creuser un écart encore plus fort entre conditions professionnelles du secteur privé et du secteur public. Nous savons que les conditions de retraites ne sont déjà pas équivalentes et que le secteur privé n'aura certainement pas les moyens d'effectuer une indexation comparable.

L'augmentation d'EPT, 424 dont 200 dans l'enseignement, doit faire réfléchir et fait penser qu'une politique des besoins a primé sur une politique des moyens. Une comparaison intercantonale prouve qu'à nouveau, le canton de Vaud a les yeux plus gros que le ventre en matière d'augmentation du

personnel de l'État. À Neuchâtel est prévue une augmentation de 32 EPT (sur 2500 postes), alors que Berne prévoit une diminution de 100 EPT (sur 8900 postes).

Avec 587 millions de dépenses brutes d'investissements, soit 100 millions de plus qu'en 2022, l'État maintient sa politique d'investissement et contribue ainsi au rayonnement économique cantonal. Au chapitre des bonnes nouvelles, malgré le déficit budgétaire, la dette est stable depuis 2019. Ceci permettra assurément au canton de garder sa note de AAA.

Le budget 2023 ne peut donc convaincre totalement les membres PLR de la Commission des Finances, qui devront certainement faire face à divers rapports de minorité. L'attentisme n'est certainement pas le comportement à suivre, sachant que le budget 2024 amène de nombreuses inquiétudes.

Malgré le déficit budgétaire, la dette est stable depuis 2019. Ceci permettra assurément au canton de garder sa note de AAA.

publicité

**Fiduciaire
PAUX Conseils
& Gestion**

- Conseils fiscaux
- Gérance/ Administration PPE
- Comptabilité

Rue de la Gare 15 - 1110 Morges
Tél. 021 803 73 11
info@paux.ch - www.paux.ch

AVEC DE GRANDS POUVOIRS VIENNENT DE GRANDES RESPONSABILITÉS

par Nicolas Suter,
député, président
du Groupe PLR au Grand Conseil

N'ayez crainte, je ne suis pas devenu mégalo. Je sais très bien qu'être député au Grand Conseil vaudois ne donne pas les pleins pouvoirs, loin s'en faut.

Seulement j'aime le cinéma et comme membre fondateur de l'association qui exploite le plus beau cinéma de Roman-die (je ne suis pas le seul à le dire, venez à Aubonne et jugez-en par vous-même), j'ai passé un peu de temps devant le grand écran et je me laisse parfois inspirer par des films qui me touchent. Morceaux choisis: *Gladiator*: «Ce que vous faites ici-bas résonnera dans l'éternité»; *Forest Gump*: «La vie est comme une boîte de chocolat, on ne sait jamais sur quoi on tombe»; *Le Seigneur des Anneaux*: «À vous de décider ce que vous allez faire du temps qui vous est imparti» et bien évidemment *Spiderman*: «Avec de grands pouvoirs viennent de grandes responsabilités»! Ce printemps l'Alliance vaudoise a pris la majorité au Conseil d'État; le



Groupe PLR compte cinquante députés au Grand Conseil, nous avons la présidence de la CoFin et de plusieurs commissions importantes. Nos députées et députés sont actifs et écoutés en commission ainsi qu'au plénum et je crois pouvoir dire en toute modestie que notre groupe est le mieux armé en termes de compétences et de représentativités

dans de nombreux domaines: agriculture, énergie, finance, droit, formation, sport, artisanat, industrie, santé, transports, sécurité, entrepreneuriat et d'autres encore. Il ne nous manque probablement qu'un représentant syndical pour être vraiment complet. Comme le diraient nos ancêtres Confédérés: «considérant la malice des

temps» après deux ans de crise sanitaire, en situation d'inflation aigüe des prix de l'énergie, à la veille de risques de pénurie, dans un environnement international en ébullition et faisant face au défi climatique, notre parti doit être conscient de ses responsabilités. Le PLR est dans une position de force dans le canton de Vaud, nous nous devons d'être à la hauteur des attentes des Vaudoises et des Vaudois.

Le Groupe PLR est à l'image de notre parti: uni dans ses valeurs, varié dans ses personnalités et complémentaire dans ses prises de positions. Difficile de toujours parler d'une seule voix quand tellement d'expériences différentes nous ont forgés. Cela peut sembler un risque de dispersion, je pense que c'est une force. Le professeur Gary Klein, qui a fait de l'observation des prises de décisions en période de crise sa spécialité, relève que les personnes les plus créatives et pertinentes lorsque la situation le demande sont celles qui font preuve de curiosité, qui savent combiner ou associer des idées malgré une apparente contradiction et qui réussissent à le faire en gardant une dose d'optimisme. Fort de ce constat, je crois sincèrement que notre parti saura faire face à ses grandes responsabilités en jouant le rôle qui est le sien, ni arbitre ni spectateur mais équipe qui mène le jeu.

publicités

ELAGAGE
BOIS-ÉNERGIE
TRAVAUX FORESTIERS
www.danielruch.ch • 021 903 37 27 • 1084 Carrouge (VD)

TRANSPORT
GÉNIE FORESTIER
STABILISATION BIOLOGIQUE

HSB
Chaleur maîtrisée.

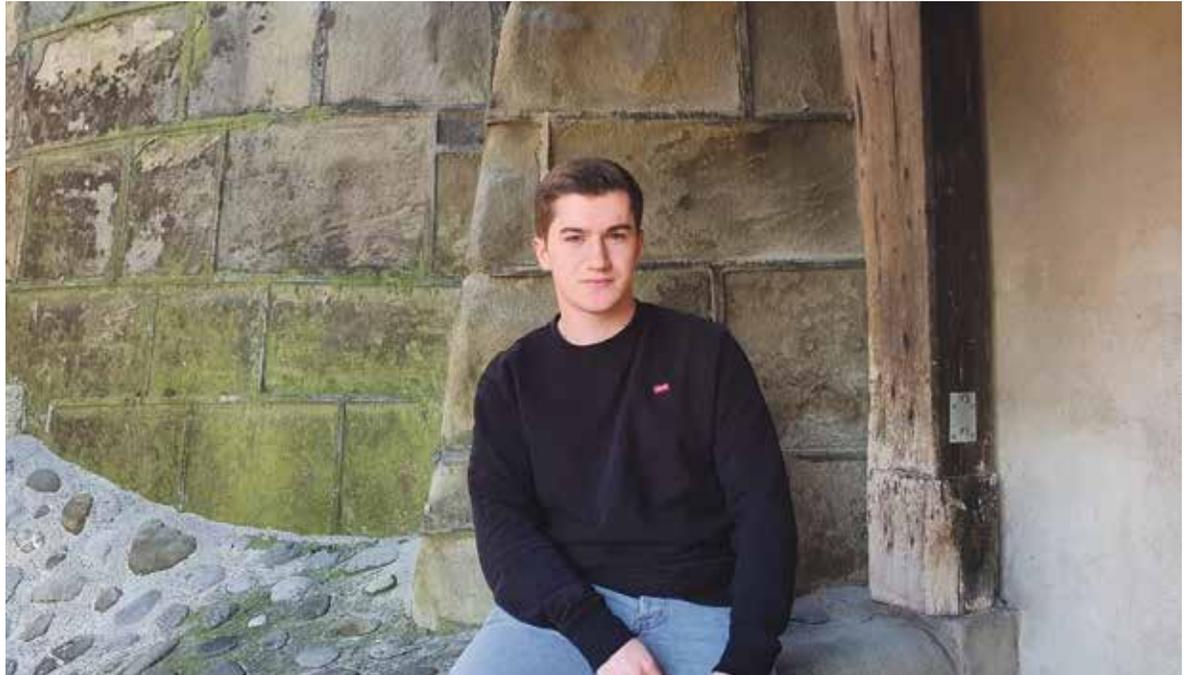
HSB Brûleurs et systèmes
de chauffages SA
Chemin de Mongevon 6
1023 Crissier

Tél.: +41 21 637 37 17
Fax: +41 21 637 37 15
crissier@hsb.ch
www.hsb.ch

QU'EST-CE QUE LE NÉOLIBÉRALISME ?

par Benjamin Meuwly,
secrétaire général JLRV

Aujourd'hui, la critique du libéralisme s'axe sur la dénonciation du «néolibéralisme» pratiqué par les gouvernements occidentaux. Ce terme est très répandu dans les milieux universitaires et antilibéraux, et pourtant rarement défini clairement par ceux qui en font l'usage. Mais quelle est donc la valeur d'un concept dont personne ne sait ce qu'il représente ?



Le néolibéralisme est pourtant un véritable courant de pensée dont la définition a varié au fil du temps. À ses débuts au cours des années 30 jusqu'au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il décrit un libéralisme ouvert à la limitation du laissez-faire. Un second néolibéralisme naît en 1947 au Mont-Pèlerin lors d'un colloque rassemblant d'éminents économistes libéraux tels que Friedrich Hayek, Karl Popper ou Milton Friedman. Pour eux, plus question de limiter le fonctionnement naturel du marché. La libre marche de l'économie doit primer sur tout le reste.

Ce second néolibéralisme va donner naissance à la base historique sur laquelle se fonde la critique actuelle du néolibéralisme, avec notamment l'École de Chicago de Milton Friedman et la révolution conservatrice des années 1980. C'est ce poids que porte l'insulte suprême du «néolibéralisme» dans la bouche des antilibéraux : Friedman, c'est les «Chicago boys» de Pinochet, et par conséquent la dictature ; la révolution conservatrice, c'est Reagan et Thatcher, et donc l'impérialisme et l'accroissement des inégalités. Sur la base de ces raccourcis historiques, il s'est donc construit un pseudo-néolibéralisme qui s'illustre par la disparité des définitions qui lui sont données.

Pour certains, comme les auteurs de l'ouvrage intitulé *Sociologie historique du capitalisme*, le néolibéralisme considère que le marché n'a pas de fonctionnement

naturel et se caractérise donc par la réglementation stricte des règles économiques au travers d'un État minimal. Pour d'autres, le néolibéralisme est a contrario l'expression ultime du laissez-faire, visant à exclure toute intervention étatique dans l'économie. Il est aussi une définition répandue que le néolibéralisme serait l'avatar antidémocratique, voire totalitaire pour Tzvetan Todorov, du libéralisme classique. À l'opposé, le libertarianisme serait également une forme de néolibéralisme. De plus, d'après l'économiste serbo-américain Branko Milanovic, la Russie de Poutine serait devenue le nouveau parangon du néolibéralisme, notamment en raison de la forte interpénétrabilité des sphères économiques et politiques pour les oligarques locaux.

C'est bien là que réside le nœud du problème : le néolibéralisme est devenu un terme fourre-tout, insultant et caricatural, utilisé par la gauche pour qualifier, ou plutôt disqualifier, tout ce qui se réclame de la nébuleuse libérale. Le libéralisme en tant que tel n'est toutefois pas attaqué sur ses principes fondamentaux, comme la liberté et l'importance de l'individu, notamment depuis la fin de la Guerre froide et parce que ces principes sont extrêmement importants dans de nombreux courants antilibéraux actuels. Cependant, pour creuser un supposé fossé entre l'ancien

libéralisme, bon, et le nouveau libéralisme, mauvais, dénaturé, ses adversaires tentent de le «dé-libéraliser» en lui ajoutant des préfixes comme «néo», «ultra» ou même «hyper».

Pour les antilibéraux, le néolibéralisme est tout et son contraire. Il est tant la limitation de l'État-providence que la destruction pure et simple de l'État, tant la liberté que la dictature, tant la réglementation de la concurrence que le laissez-faire total. En somme, le néolibéralisme n'a plus de substance. Il n'est devenu qu'un homme de paille modulable au bon vouloir de ses opposants avec un objectif clair : jeter le discrédit sur la famille politique libérale.

Le néolibéralisme est devenu un terme fourre-tout, insultant et caricatural, utilisé par la gauche pour qualifier, ou plutôt disqualifier, tout ce qui se réclame de la nébuleuse libérale.

Pour votre publicité dans

TRIBUNE

urbanic
Régie publicitaire

Chemin de Sous-Mont 21 - 1008 Prilly
info@urbanic.ch - Tél. 079 278 05 94

PETIT FIL ROUGE Des 10 ans...

Le PLR VAUD une sacrée équipe...



par Fabienne Guignard

Pour fêter les 10 ans du PLR Vaud, le parti organise sa soirée de Gala annuelle pour marquer l'événement le 10 novembre prochain, dès 18 heures, à la salle Del Castillo, à Vevey, avec le président de la Confédération, Ignazio Cassis, comme invité d'honneur. Si vous ne vous êtes pas encore inscrits, vous êtes encore dans les temps pour le faire.

Comme toujours, le moment sera festif car au PLR, on se retrouve souvent autour d'un verre et d'un bon petit repas. Cela fait partie des traditions. Sans oublier une tombola de sorte... Dix ans auront aussi été marqués par des Brunchs à la ferme, des Universités d'été, des Congrès, des élections communales, cantonales et fédérales. Comme toujours en politique, le monde ne s'arrête jamais de tourner, cette fin d'année annonce aussi le lancement de la campagne pour le National et le Conseil des États.

C'est aussi l'occasion pour ce dernier petit message «*Petit fil rouge des dix ans*» de remercier les équipes qui ont été un temps au gouvernail du

secrétariat du navire PLR Vaud. Tout d'abord **Philippe Miauton, Laurine Jobin, Floriane Wyss, Marc-Olivier Drapel** et aujourd'hui **Christopher Ulmer**. Une sacrée équipe était aussi là pour les seconder : **Nicolas Tripet, Olivier Bloch, Candice d'Anselme** sans oublier **Isalyne Jordan, Martine Perey** et **Maxime Rochat** sans qui rien n'aurait été possible. Merci aussi à ma fidèle et efficace compère de **TRIBUNE Catherine Berney Mazza**.

DIX ANS DU PLR VAUD, CE SONT :

■ deux présidents : **Frédéric Borloz**, devenu conseiller d'État et **Marc-Olivier Buffat** ;

■ cinq présidents de groupe au Grand Conseil : **Jean-Marie Surer, M.-O. Buffat, Grégory Devaud, Carole Dubois, Jean-Daniel Carrard** et actuellement **Nicolas Suter** ;

■ deux trésoriers : **François Logoz** et **Nadia Yerly** ;

■ cinq vice-présidents : **Mathieu Blanc, Florence Gross, Alexandre Berthoud, Quentin Racine, Florence Bettschart-Narbel**.

Un grand merci à toutes et tous pour leur super engagement pour la cause PLR qui le mérite bien... Une nouvelle décennie est entre de bonnes mains...

publicité

www.confort-lit.ch
Confort-lit 33 ans
DEPUIS 1989

Votre partenaire qualité et confort en ameublement & literie



1400 YVERDON
Av. de Grandson 60
024 426 14 04
yverdon@bluewin.ch

1005 LAUSANNE
Rue St-Martin 34
021 323 30 44
lausanne@confort-lit.ch

1762 GIVISIEZ
Rte des Fluides 3
026 322 49 09
givisiez@confort-lit.ch

Quinzaine du lit rabattable
Conditions spéciales

DOUBLE FRONT POUR POUTINE

par Pierre Schaeffer

Le Haut État-Major prussien a toujours redouté, dans la période contemporaine, la formation d'un double front, à l'ouest contre la France, à l'est contre la Russie. L'obsession est devenue réalité, en 1914, quand le deuxième front tenu par la Russie en Prusse orientale prive l'Allemagne d'une victoire éclair sur la France, transformée en terrible défaite quatre ans plus tard.

Aujourd'hui, c'est la Russie qui doit tenir deux fronts, à l'ouest avec la guerre d'Ukraine et au sud avec l'agitation qui monte dans ce qu'il était convenu d'appeler les populations allo-gènes, celles qui représentent le périmètre méridional de l'Empire russe. La Russie de Poutine est ainsi doublement vulnérable. À l'ouest, elle subit les effets négatifs d'une guerre qu'elle a voulue et qui s'avère peut-être perdue, sauf à illustrer la faiblesse de l'armée russe, mal formée, mal équipée, mal commandée et qui, à la suite de la contre-offensive ukrainienne, a déjà perdu un quart du territoire conquis. L'armée russe est ainsi privée des paliers intermédiaires qui interviennent dans un conflit moderne, entre la guerre conventionnelle et la frappe nucléaire. Poutine n'a plus aujourd'hui qu'un espoir: la stabilisation, voire l'enlèvement de la guerre d'Ukraine pour cause d'hiver, fatal déjà en 1941 à l'armée allemande qui envahissait la Russie de Staline.

Mais ce premier front n'empêchera pas le second de menacer les frontières sud de la Russie, le « ventre mou » de l'empire, par analogie avec les Balkans ainsi désignés par Churchill. L'agitation de ce périmètre a aussitôt suivi les revers de l'armée russe en Ukraine. Elle est d'abord apparue dans les républiques d'Asie mineure, Azerbaïdjan et Arménie de nouveau en conflit armé après une première guerre arbitrée par Moscou. Mais aujourd'hui, Poutine n'a plus les



moyens d'intervenir dans ce nouveau conflit. Et il n'ignore pas que derrière l'Azerbaïdjan se profile la Turquie d'Erdogan. La situation se dégrade aussi au Tadjikistan, en conflit avec le Kirghistan, toutes républiques membres de la Communauté des États indépendants (CEI), créée par Moscou après la désagrégation de l'URSS. Le Caucase, terre d'insurrection islamiste, pacifié par la Russie des tsars, est aujourd'hui calme après la terrible répression conduite en Tchétchénie par Kadyrov, séide de Poutine, mais qui critique aujourd'hui la gestion de « l'opération spéciale ». On pourrait ajouter dans les Balkans le conflit entre les Bosniaques, Croates et Serbes, fidèle soutien de la Russie. Autant de périls qui pèsent sur le sud de l'Empire russe, qu'ils viennent de Turquie, historiquement opposée à la Russie, ou de l'Europe occidentale, celle de l'Union européenne qui vient de réunir à Prague la Communauté politique européenne, nouvelle Sainte Alliance dressée contre la Russie. L'Empire russe a été constitué par le régime autocratique des tsars et il a besoin pour durer de ce même régime et d'une armée puissante, fleuron d'une Russie qui l'a perdu.

Beaucoup de périls pèsent sur le sud de l'Empire russe, qu'ils viennent de Turquie, historiquement opposée à la Russie, ou de l'Europe occidentale, celle de l'Union européenne qui vient de réunir à Prague la Communauté politique européenne, nouvelle Sainte Alliance dressée contre la Russie.

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ
FÉCHY**

Buttems frères S.A.
Chemin de la Crausaz 3
1173 Féchy
021 808 53 54
www.cavedelacrausaz.ch
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte
CHF 8.70 la bouteille

TROIS PRÉSIDENTS ET UN CHOUCHOU...

par Fabienne Guignard

Il y a ainsi dans la vie politique internationale des moments historiques qui laissent à ceux qui les vivent des sourires sur les lèvres, pour ne pas dire un brin de fierté...

Que dire de notre Ignazio national se retrouvant assis à côté du couple Biden à l'enterrement de la reine d'Angleterre... Assis à un bout du rang, l'ami Joe se retrouvait placé avec ses alter ego au rang de ceux qui n'étaient en fonction que depuis moins de deux ans. Eh oui, Joe, dans l'ordre protocolaire de sa Majesté, même à sa mort, était considéré comme un petit nouveau, même s'il est de facto l'homme le plus puissant du monde et le plus expérimenté. Mais face à une royauté millénaire, une année et demie au pouvoir ne méritait pas le premier rang réservé à la royauté internationale, sans pouvoir aucun, et aux vieux dictateurs africains...

Faut dire que les présidents de la Confédération passent à une vitesse éclair. Ça tourne chaque année. Pour les relations diplomatiques, ça complique les choses. Pour se souvenir d'eux ou les reconnaître, c'est pas toujours facile. Alors il faut se présenter, ce que fit Ignazio, avec simplicité et chaleur, dans



la Cathédrale où il leur faudra attendre longtemps assis l'un à côté de l'autre sans avoir l'occasion de vraiment parler, question de bienséance.

Le président précédent, notre Guy, avait accueilli Joe à Genève, en super rapide visite de travail, pour rencontrer Vladimir dans un des plus beaux lieux de la Ville. Les photographes s'en sont donné à cœur joie. Bibliothèque magnifique dans une maison de maître entourée d'un parc superbe. Les images de cette rencontre font à nouveau le tour du monde car c'est bien la première et dernière fois que les deux frères ennemis se sont vus et salués en vrai, avant la guerre en Ukraine. Guy, au centre des deux, à leur souhaiter de bonnes discussions... S'il avait su...

Force est de constater qu'en deux ans seulement nos présidents ont rencontré un président américain, le même, au vu et au su du monde entier. Les images de leur intimité auront dans les deux cas, fait le tour du monde, sauf que dans le cas londonien, seuls les Suisses ont repéré la chose. J'ai adoré... Et ceux qui ont dit qu'on l'avait placé là parce qu'il était médecin, ce sont des méchants et des jaloux... Il n'en demeure pas moins qu'Ignazio a passé presque deux heures assis à côté de Jill et Joe. Peu de gens peuvent en dire autant. Sauf Antony bien sûr...

Je l'aime bien Joe. Pour son âge, il a une forme redoutable. Mince, toujours élégant et à la page question mode. Il ne s'habille pas comme un vieux au

contraire de Donald, qui a depuis quarante ans le même costard trop grand. Joe, c'est le raffinement. Le costume bien coupé, la chemise ouverte blanche à lignes bleues du plus bel effet. Des chaussures sport chic le plus souvent. Il est mince. Pas un gramme de graisse, semble-t-il, tout le contraire de l'autre... Et puis, Joe fait du vélo très régulièrement sur les plages et les routes du Delaware. Et voilà qu'une fois il est tombé à l'arrêt et là tous les méchants de la terre s'en sont donné à cœur joie. Il s'est pris le pied dans l'attache de sa pédale. Toute personne qui a fait du vélo sait que cela arrive. Il s'est cassé le pied lors de sa campagne. Son pied n'est pas encore au point... Donald se moque de lui bien sûr, le faisant passer pour un débile, sauf que lui, on ne l'a jamais vu sur un vélo. Sait-il déjà en faire? Pas sûr. Il aurait sans doute aussi quelques difficultés à passer la barre et vu son poids, il lui faudrait un vélo spécial.

Joe aime les voitures, surtout les voitures de sport décapotables... Le vrai américain en *Mustang* et *Corvette*, des voitures qui vont vite. Comme un président n'a plus le droit de conduire durant son mandat, Joe fait parfois le tour de sa maison de vacances pour le plaisir dans son auto de collection, comme Barack avant lui dans l'enceinte de la Maison-Blanche mais avec interdiction de sortir. Bref, pour Joe, la privation de conduite c'est vraiment embêtant, alors il fait du vélo question de porter ses *Ray-Ban* et



son short classe. Il a même de belles jambes, notre ami Joe et pas des mollets de vieux suisses. Mieux, elles sont bronzées...

Donald n'a pas son permis de conduire. Bref en résumé, il ne SAIT pas conduire. Elle est pas bonne celle-là... Et dire qu'Elizabeth II conduisait des camions...

Tout le contraire de Donald. Lui fait du golf à longueur de temps mais il ne marche jamais. Il fait ses dix-huit trous en voiturette qu'il ne conduit même pas lui-même. Il a un caddie qui s'occupe de ses petites affaires et cerise sur le gâteau, il n'a pas non plus son permis de conduire. Bref, en résumé, il ne SAIT pas conduire... Elle est pas bonne celle-là... Et dire qu'Elizabeth II conduisait des camions... À septante-six ans, il a toujours été en limousine ou en SUV gros format. Donc, ses mollets ne doivent pas être tant musclés et surtout très blancs... Mieux vaut ne pas le voir en short... Alors finalement un vieux Monsieur distingué, même s'il s'encoule un peu, c'est pas si mal en comparaison.

publicité

MAGNENAT
IMPRIMERIE

Toutes solutions
d'impression

IMPRIM'VERT®

myclimate
myclimate.org/01-22-887842

Chemin du Rionzi 58
1052 Le Mont-sur-Lausanne

Tél. 021 312 03 73
info@magnenat.com
www.magnenat.com